RAPPEL: ces lettres, à destination des familles, doivent être remises aux élèves <u>agrafées ou sous pli cacheté</u>. (ne pas coller dans le cahier de correspondance.

Madame, Monsieur,

Nous serons en grève le 24 janvier, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l'Education nationale.

Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la réussite scolaire de tous vos enfants. Aujourd'hui encore trop d'élèves connaissent des difficultés. Des solutions existent pour faire évoluer l'école. Nous souhaitons faire évoluer notre métier pour travailler mieux et autrement. Mais les choix du gouvernement compromettent cet avenir. La suppression de 11 200 postes dans l'Education nationale ne peut répondre aux exigences de la réussite de tous !

Le ministère annonce que le nombre de nouveaux élèves sera inférieur aux prévisions à la rentrée prochaine. Cela correspond à une poursuite du recul de la scolarisation des moins de 3 ans, scolarisation pourtant essentielle à la réussite de tous les élèves.
Les créations de postes restent insuffisantes : elles correspondraient à la création d'un poste pour 30 élèves supplémentaires.
Les recrutements d'enseignants sont en baisse. Les conditions de travail dans les classes vont se dégrader : plus d'élèves par classe, moins d'enseignants spécialisés pour aider vos enfants, des remplacements non assurés, une baisse de la formation continue des enseignants pourtant indispensable pour une éducation de qualité.
Alors que l'Ecole a besoin de personnels statutaires et qualifiés, c'est toujours la précarité pour les auxiliaires et les emplois de vie scolaire.

D'autre part, la dégradation du pouvoir d'achat, que chacun connaît, n'est plus acceptable. Le Ministère de la Fonction Publique n'a pas répondu aux attentes exprimées avec force par les personnels lors de la journée du 20 novembre dernier. Le gouvernement refuse de prendre en compte leurs revendications : une véritable politique de l'emploi public, la garantie d'un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu'une amélioration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général : l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire. Qui peut croire, selon la formule du premier Ministre que « moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » peut améliorer notre société ?

C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le jeudi 24 janvier. Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.

L'équipe enseignante